

REVUE DU CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN
GOUVERNANCE, RELATIONS INTERNATIONALES ET
STRATEGIQUES EN AFRIQUE (RCREGRISA)

JOURNAL OF THE CENTRE FOR RESARCH AND EXPERTISE IN
GOVERNANCE, INTERNATIONAL AND STRATEGIC RELATIONS
IN AFRICA

LE POLITOSCOPE



N°3 Avril 2024

**« Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve
prend son envol »**

Georg Wilhelm Friedrich HEGEL

COMITE DE REDACTION/EDITORIAL COMMITTEE

Rédacteur en chef/Editor-in-chief
Professeur Hilaire de Prince POKAM
Université de Dschang
Cameroun

Secrétaires de rédaction/Editorial Secretaries

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

TIOGO Romaric, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

METSAGHO MEKONTCHO Boris, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

Marketing

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse
Université de Dschang (Cameroun).

COMITE SCIENTIFIQUE /SCIENTIFIC COMMITTEE

ABOA ABIA Alain, Professeur Titulaire en sociolinguistique, Vice-Doyen de l'UFR Langues, Littérature et Civilisations, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

ABOYA ENDONG Manassé, Professeur de Science Politique, Vice-Recteur chargé des enseignements, de la professionnalisation et du développement, des technologies de l'information et de la communication, Université de Yaoundé II (Cameroun).

AKONO ATANGANE Eustache, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

BANGUI Thierry, Docteur en Architecture, Consultant et chercheur en développement, Bangui (République Centrafricaine).

BIPELE KEMFOUEDIO Jacques, Maître de Conférences en Droit Public, Chef de Département de Droit Public Interne, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Dschang (Cameroun).

CHIKOUNA Cissé, Maître de Conférences en Histoire, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

DATIDJO Ismaila, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université de Dschang (Cameroun).

DOUI-WAWAYE Augustin Jérémie, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Bangui (République Centrafricaine).

EBOGO Frank, Maître de Conférences en Science Politique, chercheur au CREPS, Université de Yaoundé II (Cameroun).

EKAMBI DIBONGUE Guillaume, Professeur de Relations Internationales, Université de Douala (Cameroun), Président du Conseil d'Administration de l'Université de Douala (Cameroun).

FANYIM Gaius, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

FOLEFACK Ernest, Docteur en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

JACKSON Willy, Docteur en Science Politique, Relations internationales, Université Paris Diderot-Paris 7 (France), Consultant international, Président Fondateur de Jackson International Consulting (JIC), Sarl <https://www.ji-consulting.com> (France).

KAMDEM Pierre, Professeur de Géographie, Université de Poitiers (France).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse, Université de Dschang (Cameroun).

KEMIR KIYEN James, Maître de Conférences, Chef de Département de Relations Internationales et de Résolutions des Conflits, Université de Buea-Cameroun.

KOBI Joseph, Maître de Conférences en Histoire, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire).

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Professeur de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte-d'Ivoire.

KOUGNIAZONDE C. Christophe, Professeur, Doyen, Docteur. Kesington Adebukonola Adebutu Faculty of Law Houdegbe North American University Benin (HNAUB), Président Exécutif Académie Alioune Blondin Beye pour la Paix (ABBAP), Cotonou (Bénin).

LOFEMBE BENKENYA BEKE, Maître de Conférences en Relations Internationales, Université de Kinshasa (République Démocratique du Congo).

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

MANDJACK Albert, Professeur de Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

MAOUNDONODJI Gilbert, Docteur en Sciences Politiques et Sociales, Université Catholique de Louvain (Belgique), Agrégé de Science Politique, Directeur Général du Centre d'Études et de Recherches sur la Gouvernance, les Industries Extractives et le Développement Durable (CERGIED), N'Djamena (Tchad).

MENGNO TARDZENYUY Thomas, Chargé de Cours en Science Politique, Enseignant-Chercheur, Université de Bamenda (Cameroun).

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

MVELLE MINFENDA José Guy, Professeur de Relations Internationales, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang (Cameroun).

NEMBOT NDEFFO Luc, Professeur d'Economie, Université de Dschang (Cameroun).

NGUEKEU NDONGMO Pierre, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

NGWE Luc, Docteur en Science Politique de l'Université Paris X Nanterre. Chercheur indépendant rattaché à différents groupes de recherches (France).

NODEM Jean Emet, Professeur de Sociologie, Université de Dschang (Cameroun).

NOUMBISSIE TCHOUAKE, Maître de Conférences en Histoire, Coordonnateur du Groupe de Recherche sur la Colonisation (GERCO), Université de Dschang.

MOUMOUNI Guillaume, Ph.D. (Peking University), Assistant-Professor, University of Abomey-Calavi, Bénin, Faculty of Law and Political Science, Department of Political Science.

NSOH NDIKUM Christopher, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

NTUDA EBODE Joseph Vincent, Professeur de Relations Internationales et d'Etudes Stratégiques, Directeur du Centre d'Etudes Politiques et Stratégiques (CREPS), Université de Yaoundé II (Cameroun).

OMBALLA Magelan, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

POKAM Hilaire de Prince, Docteur en Science Politique, Professeur de Relations Internationales, Université de Dschang (Cameroun).

SAHA Zacharie, Maître de Conférences en Histoire, Université de Dschang (Cameroun).

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

SALI Aliyou, Maître de Conférences en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

TSANA NGEUGANG Ramses, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

WANDJI KEMAJOU Axel, Docteur en Droit Public, Enseignant-Chercheur, Université de Dschang (Cameroun).

WASSOUNI François, Professeur d'Histoire, Université de Maroua (Cameroun).

**Les opinions exprimées ici n'engagent que leur
auteur**

TABLE DES MATIERES

Hilaire de Prince POKAM , La construction de l'Union Africaine à l'épreuve de la souveraineté étatique.....	15
Hilaire LOMBAT KONG , L'approche globale de la sécurité dans l'analyse stratégique et sécuritaire	51
Romarie TIOGO , La Chine, l'Allemagne et le don du bâtiment communautaire à l'Union Africaine : enjeux et perceptions	79
Herménégilde Richard GUERET-GBAGBA et Alban Paul GAZÉLÉ LEMBY , La CEEAC et la sécurité collective : le cas du terrorisme.....	105
Pascal KOAGNE WEMBE , Les enjeux des principaux acteurs internationaux et locaux engagés dans la lutte contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad	123
Julien RAMADJI BEGOTO et Carine Gabrielle KAMNO , Réseaux d'acteurs et enjeux structurant la gouvernance des réfugiés au Tchad	1445
Landry YEPMOU , L'art scénique comme champ d'adoucissement de la violence politique au Cameroun	169
Boris METSAGHO MEKONTCHO, Blaise SOUMELONG , Transformations journalistiques et recomposition de l'espace médiatique camerounais à l'ère de la révolution numérique.....	191
MBAH Valentine TEBECK, Richard MBIFI and KELESE George NSHOM , The intricacies in guaranteeing a haven for social media users in times of snowballing cyber criminality in Cameroon....	2067

LA CHINE, L'ALLEMAGNE ET LE DON DU BATIMENT
COMMUNAUTAIRE A L'UNION AFRICAINE : enjeux et
perceptions

TIOGO Romaric

Docteur en Science Politique, Université de Dschang-Cameroun

E-mail : diotiogo@gmail.com

Résumé : Cet article analyse le don des bâtiments communautaires par la Chine et l'Allemagne à l'Union Africaine comme un adjuvant de leur politique africaine. Mobilisant le constructivisme réflexiviste, l'analyse stratégique-symbolique ainsi que les techniques documentaires et vivantes, il démontre qu'en créant un sentiment communautaire entre Africains travaillant à Addis-Abeba, ces bâtiments sont des espaces au sein desquels les Africains adoptent des idées, valeurs et normes qui circulent entre les États et influencent leurs attitudes. Bien plus, l'on décèle d'autres motivations diplomatico-stratégiques de ces bâtiments intégrateurs dont les ambitions des donateurs sont de faire de l'Afrique un partenaire privilégié dans les relations internationales. Loin de faire l'unanimité, les dons des bâtiments engendrent des perceptions oscillant entre « dépendance », « business » et « vassalisation ».

Mots-clés : Allemagne - Bâtiment communautaire – Chine – Enjeu – Intégration - Perception.

Abstract : This article analyses the donation of community buildings by China and Germany to the African Union as part of their African policy. By mobilizing the Reflexivist Constructivism, Strategic and Symbolic analysis as well as the documentary techniques and interview, the work demonstrates that by creating a sense of community among Africans working in Addis Ababa, these buildings are spaces within which Africans adopt ideas, values, and norms that circulate between states and influence their attitudes. Moreover, there are other diplomatic-strategic motivations to these integrative buildings, whose donor ambitions are to make Africa a privileged partner in International Relations. Far from being unanimously accepted, the donations of the buildings generate perceptions oscillating between “dependence”, “business” and “vassalization”.

Key words : Germany - Community building – China – Stake – Integration - Perception.

INTRODUCTION

En 2012, les observateurs de la scène africaine apprenaient avec un sentiment partagé d'émerveillement et de stupéfaction que la Chine avait fait don¹ d'un siège à l'Union Africaine (UA). La même année, l'Allemagne, une puissance rivale achevait partiellement le siège du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA, bâtiment qu'elle inaugurerait en 2016 et offrait aussi à l'UA comme « cadeau ». Si le premier a déclenché des passions du fait de son gigantisme et pour la raison qu'il était donné par la Chine, une puissance redoutée qui effectuait son retour en Afrique, le second, par contre, a jusqu'à présent fait l'objet de discrétion. Dans ces bâtiments communautaires que nous qualifions dans cette étude d'« espaces délibératifs »² pour emprunter l'expression du politologue Zaki Laïdi, s'opéreraient désormais plus aisément les discussions à l'échelle continentale.

En effet, Zaki Laïdi entend par espace délibératif « un espace symbolique de débat qui suppose [...] l'existence d'institutions capables d'abriter la délibération collective interne »³. Le Parlement européen qu'il analyse comme exemple au sein de l'Union Européenne (UE) est repérable au niveau de l'UA où il existe aussi un Parlement Panafricain (PAP), même si le rapprochement entre les deux institutions semble peu opérant eu égard à la faible autonomie du second⁴. Aussi note-t-on la présence des institutions panafricaines comme la Commission de l'UA et le CPS, qui

¹ Le don ou la donation suppose l'action de « donner, c'est-à-dire (le fait de) se priver du droit de réclamer quelque chose en retour ». Le don contraste dans ce sens avec l'échange qui exige une « contrepartie en retour ». Mais partant de l'affirmation de Marcel Mauss selon laquelle « ceux qui se rendent mutuellement les cadeaux (matériels comme symboliques) sont le plus longtemps amis », le don ne sera pas perçu dans ce travail comme une prestation désintéressée ; il sera, entre autres, analysé comme une stratégie pour atteindre une fin. GODBOUT Jacques T., Le don, la dette et l'identité. Homo donator vs homo œconomicus, Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, 2014, p. 12 ; MAUSS Marcel, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. (1923-1924), Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, 2002.

² LAÏDI Zaki, « La lente émergence d'espaces de sens dans le monde », dans LAÏDI Zaki (dir.), Géopolitique du sens, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, p. 36.

³ Ibid.

⁴ Lors de la Conférence Parlementaire Continentale de Yaoundé du 22 au 25 août 2017 sur le thème « La problématique de l'intégration politique et socio-économique du continent : le rôle du Parlement Panafricain », à sa prise de parole, un député panafricain de nationalité tchadienne avait évoqué leur faible autonomie par rapport à leurs homologues européens. S'insurgeant contre l'inféodation du Parlement aux « *exécutifs nationaux* », il a fait observer à ses collègues que « *Nous devons être capables de parler sans plus regarder le derrière* », c'est-à-dire sans plus avoir peur. Propos transcrits par nos soins.

sont des lieux où naît « une sociabilité politique »⁵ continentale. Or, si dans la conception laïdienne, l'institution en elle-même est primordiale indépendamment du bâtiment dans lequel les problèmes mis sur l'agenda sont délibérés, il convient ici de focaliser l'attention sur les sièges des institutions que nous analysons dans cet article comme des espaces symboliques de délibération, c'est-à-dire « des lieux qui permettent non seulement d'agir mais de penser »⁶. De fait, les sièges des institutions panafricaines sont des lieux par excellence de production des idées, décisions et normes communes qui circulent entre les États membres et impactent sur les vies des populations. Or, à l'instar de l'analyse avant-gardiste de Chika Ezeanya⁷ parue dans "Sahara Reporters" en 2012, ces sièges n'ont jusque-là fait l'objet d'études que dans la presse. Cette dernière s'est arrogée un droit de préemption sur cette question cruciale éludée par la communauté scientifique. Il appert en effet que les chercheurs travaillant sur les institutions de l'UA ont fait peu de cas des bâtiments au sein desquels les décisions, comme celle portant création d'une zone de libre-échange continentale africaine⁸, qui recomposent les identités des États, sont prises.

Cette étude, qui recourt à la socio-anthropologie maussienne sur le don, vise à combler cette lacune en faisant une sociologie internationaliste du don concurrent de bâtiments à l'UA par la Chine et l'Allemagne. D'où la problématique suivante : quelles sont les motivations des dons chinois et allemand des bâtiments communautaires à l'UA ainsi que les perceptions qu'en ont les bénéficiaires ? La réponse à cette question consistera à démontrer qu'à travers la « pulsion »⁹ de dons des bâtiments communautaires, la Chine et l'Allemagne visent l'intégration africaine et leurs positionnements concurrents sur l'échiquier africain, quoique ces espaces de débats rencontrent diverses perceptions chez les bénéficiaires. Comme théories, nous avons mobilisé le constructivisme réflexiviste ou critique¹⁰ couplé à l'analyse stratégique-symbolique¹¹, et en guise de

⁵ LAÏDI (Z), « La lente émergence d'espaces de sens dans la monde », op. cit., p. 36.

⁶ Ibid., p. 37.

⁷ EZEANYA Chika, « The UA and the tragedy of a new headquarters », Sahara Report, 28 janvier 2012. Pour l'auteure, ce bâtiment met à mal la souveraineté des États qui sont exposés à l'espionnage et aux manipulations économiques et politiques.

⁸ Cf. Union Africaine, Ext/assembly/AU/Dec.1(x), 21 mars 2018, Kigali (Rwanda).

⁹ Nous entendons par pulsion de don un ardent désir de donner qui n'est pas dénué de tout calcul.

¹⁰ Reposant sur « la construction de sens et de la réalité sociale », le constructivisme réflexiviste a permis d'une part de s'intéresser à l'interprétation des signes et des symboles intégrateurs que recèlent les bâtiments offerts, et d'autre part d'analyser les perceptions des bénéficiaires desdits bâtiments. Cf. GUZZINI Stefano, « A

méthodologie, les techniques documentaires et vivantes. Les techniques documentaires ont consisté en l'exploitation des documents écrits, alors que les techniques vivantes ont recouru aux entretiens semi-directifs, centrés et au *focus group*¹². Nous avons ainsi eu accès à une part cachée des mémoires des interviewés et expliqué leurs perceptions de la réalité étudiée. De ce qui précède, l'on a d'une part démontré que la Chine et l'Allemagne s'affirment, par leurs stratégies concurrentes du don d'espaces de délibérations comme deux acteurs en quête d'intégration et de (re)positionnement en Afrique (I). Et d'autre part, que ces donations engendrent une triple perception (II).

I – LA DONATION CONCURRENTE D'ESPACES DE DELIBERATION :

les enjeux intégrationnistes et diplomatico-stratégiques du bâtiment communautaire

Dans cette partie, nous analysons les sièges demandés par les Africains et donnés par la Chine et l'Allemagne dans le sens où l'entend Thomas Risse, c'est-à-dire comme des « espaces publics »¹³ au sein desquels les États africains et les acteurs sociaux « communiquent », « débattent » ou rivalisent d'« arguments » pour produire « intersubjectivement »¹⁴ des idées circulant dans les territoires. Par-delà l'enjeu intégrationniste qu'ils revêtent aux yeux des donateurs, ces bâtiments communautaires, qui font partie de leurs stratégies cachent des objectifs diplomatiques spécifiques. Comme il est loisible de le démontrer, le don d'un siège intégrateur par la Chine à l'UA (A), perçu par l'Allemagne comme une stratégie de déclassement de l'UE en Afrique l'a

Reconstruction of Constructivism in International Relations », in *European Journal of International Relations*, vol. 6, N° 2, 2000, pp. 151-154.

¹¹ L'analyse stratégique-symbolique, à rebours, a permis d'analyser le sens unitaire que la Chine et l'Allemagne donnent de leurs dons car, selon l'interactionnisme symbolique, les acteurs communiquent à travers les symboles, et par ailleurs d'expliquer les intérêts stratégiques manifestes comme cachés de chaque acteur. Cf. Symbolic Interactionism as defined by Herbert Blumer, consulté le 10 mars 2024 sur www.cdharis.net/text/blumer.html. ; CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective, Paris, Editions du Seuil.

¹² Les entretiens ont été réalisés lors de la collecte des données pour la rédaction notre thèse de doctorat soutenue en 2022 à l'Université de Dschang.

¹³ RISSE Thomas, « "Let's Argue!": Communicative Action in World Politics », *International Organization*, 54, 1, hiver 2000, pp. 21-22.

¹⁴ WILGA Maciej, « Le constructivisme dans le domaine de l'intégration », dans *L'Europe en formation* N°322, automne 2001, p. 74.

poussée à prendre sa revanche sur Pékin par le don d'un siège au CPS de l'UA (B).

A- Le don d'un siège « *made in China* » à l'UA : entre construction de l'intégration et reconstruction de la diplomatie sino-africaine

La transformation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en UA s'était soldée par l'augmentation de son personnel et la création de nouveaux organes et institutions. Par conséquent, l'ancien siège était devenu très exigü pour répondre aux ambitions de la nouvelle structure. Avant la construction par la Chine du nouveau Centre de conférences de l'UA, ses membres étaient, à l'image des États faiblement intégrés, des véritables sans domiciles fixes, éparpillés dans la capitale de l'UA. Comme l'a reconnu pour le déplorer l'ex-président de la Commission Jean Ping : « [...] nous avons été obligés de chercher à nous loger dans des endroits différents dans Addis-Abeba, y compris les infrastructures de notre organisation sœur, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) »¹⁵ dont le bâtiment était en réalité « lou(é) » à l'UA¹⁶.

Le nouveau siège, dont la construction s'est effectuée sur une superficie de 50.000 m², débuta en 2009 pour s'achever en décembre 2011. La décision de le bâtir remonte au 3^{ème} Forum sur la Coopération Chine-Afrique de 2006 à Beijing, où la Chine adopta huit mesures en faveur de l'Afrique. L'une des plus spectaculaires visait à « Construire, à titre d'aide, le Centre de conférences de l'UA, en signe de soutien aux pays africains dans leurs efforts visant à accroître leur rôle à travers une unité accrue et à accélérer le processus de leur intégration »¹⁷. Comme s'en est réjouie Eleni Tibebe, une enquêtrice éthiopienne : « Le gouvernement éthiopien avait bondi sur l'occasion et mis gratuitement à la disposition de la Chine le site de l'ancienne prison d'Addis-Abeba, qui symbolisait autrefois la 'perte de

¹⁵ Union Africaine, Discours de SE M. Jean PING, Président de la Commission de l'Union africaine à l'inauguration du Nouveau Centre de Conférences de la Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba, 29 janvier 2012, p. 3.

¹⁶ *Jeune Afrique*, « La Chine offre la construction du futur siège de l'UA », 3 janvier 2010, disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/depeches/94436/politique/la-chine-offre-la-construction-du-futur-siege-de-lunion-africaine/>, consulté le 20 mars 2024.

¹⁷ China Internet Information Center, « Les huit mesures prononcées par la Chine lors du sommet de Beijing du Forum de coopération sino-africaine » (Annexe I), china.org.cn, consulté le 26 juin 2017.

l'espoir', à un moment où l'influent Kadhafi faisait pression sur les États africains pour nous ravir la capitale de l'UA »¹⁸.

Idée longtemps partagée à l'échelle continentale suite au rêve de l'ex-président de la Commission, le Président Alpha Oumar Konaré, d'offrir à l'UA un siège qui lui assure une visibilité internationale, le problème de fonds s'était curieusement posé, à en croire le Président Ping. Faute de trouver, comme très souvent l'argent sur le continent, le président Alpha Oumar Konaré s'était alors tourné vers la Chine qui décida de bâtir ce Centre de conférences en guise de « cadeau à l'Afrique ». En clair, tout comme le bâtiment du CPS de l'UA, la construction du Centre de conférences de l'UA par Pékin est avant tout une demande africaine. Ce bâtiment, *made in China* car « élaboré par la Chine, géré par la Chine, financé par la Chine et construit par la Chine »¹⁹ a coûté 200 millions de dollars. Cet espace de délibération qui bénéficie à l'Afrique est empreint de symboles auxquels les institutionnels africains et chinois attribuent un double enjeu : unitaire et diplomatique. Selon Jean Ping en effet : « le Centre de conférences représente deux bras enlaçant un précieux objet. Ce geste d'une part symbolise les liens d'amitié entre l'Afrique et la Chine et d'autre part représente la solidarité africaine autour du continent »²⁰.

Du point de vue de l'intégration, en 2014, lors d'une visite à Addis-Abeba, Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, avait présenté son pays comme un grand acteur de la construction de l'intégration et de la solidarité africaines. Mettant en avant le Centre de conférences, il avait affirmé qu'il « est le symbole du soutien ferme de la Chine au processus d'intégration de l'Afrique »²¹. Rappelant le passé de la Chine dans cette dynamique d'intégration, il convoquait un ancien projet d'infrastructure, le chemin de fer construit en 1976 par la Chine et liant la Tanzanie et la Zambie. Il était désireux d'expliquer à ses interlocuteurs africains combien le don du bâtiment communautaire s'inscrivait dans cette même logique,

¹⁸Entretien du 25 août 2017 avec Eleni Tibebe, employée à l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Électorale (IDEA) en marge de la Conférence parlementaire continentale de Yaoundé précitée.

¹⁹ En effet, pour l'ériger, les Chinois ont curieusement « amen(é) tout de Chine, sauf le gravier ». Cf. Tsegaye Getahun, cité par *Jeune Afrique*, « La Chine offre la construction du futur siège de l'UA », 3 janvier 2010.

²⁰ Union Africaine, Discours de SE M. Jean PING, Président de la Commission de l'Union africaine à l'inauguration du Nouveau Centre de Conférences de la Commission de l'Union africaine, op. cit., p. 6.

²¹ Embassy of the People's Republic of China in the Kingdom of Belgium, « Wang Yi: Let African Union Conference Center – a Monument for China-Africa Friendship Always Stand in the Hearts of the Chinese and African People », 7 janvier 2014. <http://be.china-embassy.org> consulté le 26 juin 2016.

bien que supérieur au rail. Le bâtiment apparaît alors comme la plus importante aide jamais offerte au continent. C'est pourquoi il usait de « superlatifs »²² pour magnifier ainsi le don chinois : « Ce grandiose Centre de conférences est le plus grand projet d'aide à l'Afrique après le chemin de fer Tanzanie-Zambie »²³, célébrait Wang Yi. Les termes « grandiose » et « plus grand » en disent long.

Dans la même veine unitaire, lors d'une interview accordée à Raphaël Mvogo et Liufang pour le compte de l'agence *Xinhua*, le Commissaire de l'UA chargé des ressources humaines, la science et la technologie, Jean-Pierre Ezin, dévoilait deux autres symboles à lui révélés par l'ex-ambassadeur de Chine à Addis-Abeba. Ceux-ci sont tous liés à la « hauteur » de l'imposant bâtiment, le plus « géant » d'Addis-Abeba, qui est dans la vision chinoise conçu à l'image de l'UA, laquelle est plus importante que chaque État africain pris individuellement. Dans un premier temps, il faisait observer que « la Chine a décidé que sur le continent elle ne construira aucun bâtiment plus haut que celui-là. Parce qu' [elle] estime... qu'au-dessus de nos États, c'est l'Afrique »²⁴ ou si l'on préfère l'UA. Malgré la sur-étatisation des relations sino-africaines qui fait souvent l'objet de critiques, il y a peut-être lieu de voir dans ce symbole la volonté chinoise d'agir de plus en plus à l'échelle régionale et continentale. En second lieu, l'ex-ambassadeur mettait en avant le nombre 99,9 (mètres), qui représente la taille de l'immeuble dont Pékin paie les frais d'entretien. Un nombre d'autant significatif qu'il célèbre l'UA qui naquit le 9-9-99 en remplacement de l'OUA. Ce qui témoigne d'un vibrant hommage à l'ex-guide libyen Mouammar Kadhafi, dont le poids et l'influence poussèrent les dirigeants africains à proclamer la naissance symbolique de l'UA à Syrte en cette date restée « subjective »²⁵.

²² TIOGO Romaric, Aide internationale et cristallisation d'un espace de sens en Afrique : Analyse comparée des approches de la Chine et de l'Union européenne, Thèse de Doctorat Ph.D en Science Politique option Relations Internationales, soutenue à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques le 15 janvier 2022, pp. 117-118.

²³ Embassy of the People's Republic of China in the Kingdom of Belgium, « Wang Yi: Let African Union Conference Center – a Monument for China-Africa Friendship Always Stand in the Hearts of the Chinese and African People », op. cit.

²⁴ Propos recueillis par MVOGO Raphaël et LIUFANG, « Nouveau siège de l'UA : “un bijou donné par la Chine à l'Afrique” », se réjouit un responsable de l'UA (interview) », 30 Janvier 2012, disponible sur <http://www.focac.org/fra/jlydh/mtsy/t899844.htm>, consulté le 23 mars 2024.

²⁵ Sur sa subjectivité, voir MVELLE Guy, *L'Union Africaine : Fondements, organes, programmes et actions*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 85. L'on peut tout au moins retenir de cet auteur que Kadhafi préférait cette date du 9.9.99 qui lui « rend(ait) plus hommage dans le processus d'institutionnalisation de l'Union ». Il l'a clairement exprimé à travers

Tout compte fait, pour Wang Yi, ce siège est l'espace dans lequel « les leaders des pays africains et les peuples des différentes communautés se retrouveront pour discuter du futur de l'Afrique, de la solidarité africaine et de la réalisation de l'unité »²⁶. Tel est l'enjeu majeur manifeste qui justifie le don de ce siège à l'Afrique tout entière.

Précisons dans cette perspective qu'en mai 2013, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OUA/UA, l'Agenda 2063 de l'UA sur la Renaissance africaine, actuellement en application sur les territoires nationaux, avait été débattu puis adopté par les dirigeants africains et les acteurs sociaux au sein de cet espace commun de délibération. Il faut dès lors analyser, avec les constructivistes, le Centre de conférence de l'UA comme « un espace discursif dans lequel sont forgées des idées, des valeurs et des règles (ou normes) qui influencent le comportement des acteurs politiques »²⁷. Acceptées par l'ensemble des États africains, ces idées, valeurs et normes, qui ont « émergé » dans ce bâtiment en 2013, ont par la suite été « internalisées »²⁸ et diffusées par les acteurs participants au sein des États membres. Aujourd'hui, elles font l'objet d'implémentation sur les plans démocratique, infrastructurel, économique, etc. Il y a donc construction en Afrique, par la Chine, du plus grand espace de dialogue au sein duquel les États et les acteurs individuels discutent, débattent et s'accordent sur ce qu'ils peuvent considérer comme leurs intérêts communs.

Notons qu'à la suite de la Chine, l'UA a érigé sur le site de l'immeuble la statue en bronze de Nkrumah offerte par le gouvernement ghanéen. Par ce symbole, l'UA honore ce visionnaire dont les idées unionistes furent à la fois applaudies et rejetées par les Africains dits modérés ou gradualistes, qui préférèrent Senghor et Houphouët. Il reste que la référence à Kadhafi et Nkrumah donnerait à penser que la Chine et l'Afrique ont épousé les idées unionistes de ces deux figures panafricanistes maximalistes. Deux leaders dont la « vision » fut celle de

des manifestations organisées à Syrte le 9.9 2006 pour fêter la naissance de l'organisation. Mais à la vérité, l'UA n'existe dans les « faits » qu'en 2002 au stade Absa de Durban en Afrique du Sud, après l'adoption de l'Acte constitutif en 2000.

²⁶ Embassy of the People's Republic of China in the Kingdom of Belgium, « Wang Yi: Let African Union Conference Center – a Monument for China-Africa Friendship Always Stand in the Hearts of the Chinese and African People », 7 janvier 2014. <http://be.china-embassy.org>, page consultée le 26 juin 2016.

²⁷ Lire WILGA (M), « Le constructivisme dans le domaine de l'intégration... », op. cit., pp. 69 et 78.

²⁸ Voir FINNEMORE Martha et SIKKINK Kathryn « International Norm Dynamics and Political Change », in International Organization, Vol. 52, No. 4, International Organization at Fifty: Exploration and Contestation in the Study of World Politics, Autumn 1998, pp. 895 et 904.

l'aboutissement du projet des États-Unis d'Afrique, expression achevée de la Renaissance africaine.

Sur le plan diplomatique, la construction du siège de l'UA vise avant tout la quête de l'amitié africaine et donc le renforcement de l'axe diplomatique Addis-Abeba-Beijing. En effet, dans un monde où la Chine est en concurrence avec d'autres puissances pour le leadership, sa vision des relations internationales repose sur le fait que « rien ne remplace le *guanxi* »²⁹, c'est-à-dire le réseau. C'est dans ce sens que, célébrant les gains accumulés sur le terrain diplomatique comparativement à ceux gagnés dans le sport, Mao déclarait ceci : « La compétition c'est bien, l'amitié c'est bien... J'aime mieux gagner un ami qu'une médaille »³⁰. De la sorte, il résumait l'impératif de constituer un puissant réseau d'amis à l'échelle internationale pour aspirer au rang de grande puissance. De Deng Xiaoping à Xi Jinping en passant par Jiang Zemin et Hu Jintao, les successeurs de Mao ont bien assimilé la leçon. Ils ne ménagent aucun effort pour gagner des amis. Aux yeux des institutionnels chinois, le siège de l'UA est la parfaite manifestation du resserrement des liens d'amitié existants entre les deux acteurs. Lors de son inauguration à l'occasion du 18^e sommet de l'UA en janvier 2012, Jia Qinglin, membre du comité permanent du parti communiste chinois, avait symboliquement remis les clés de l'ouvrage à la partie africaine. Il présentait le « gigantesque complexe » comme le fruit de l'« amitié [chinoise] envers les peuples africains »³¹. En montrant aux Africains qu'ils les « aiment », les Chinois entendent certes non pas construire une diplomatie sino-africaine exclusive, mais reconstruire des liens privilégiés.

Ce discours n'est pas resté sans effet sur les institutionnels africains réunis à Addis-Abeba en 2012. Sur proposition du Président Obiang Nguema Mbazogo, alors Président en exercice de l'UA, une déclaration de remerciements avait été adressée à la Chine ainsi qu'il suit : « Nous, Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine... exprimons notre profonde gratitude au gouvernement et au peuple de la République populaire de Chine pour le don généreux d'un complexe de Centre de conférences et du bureau ultramodernes à l'Union africaine et aux peuples

²⁹ LE BELZIC Sébastien, « En dix ans, la diplomatie chinoise a visité la quasi-totalité des pays africains », *Le Monde*, 20 mars 2018.

³⁰ Cité par PEYREFITTE Alain, *La tragédie chinoise*, Paris, Librairie Arthène Fayard, 1990, p. 98.

³¹ *Le Point*, « La Chine offre à l'Union africaine son nouveau siège et marque son empreinte en Afrique », 28 janvier 2012. https://www.lepoint.fr/monde/la-chine-offre-a-l-union-africaine-son-siege-et-marque-son-empreinte-en-afrique-28-01-2012-1424807_24. Consulté le 8 mars 2024.

d'Afrique qui a été inauguré le 28 janvier 2012 et remis à l'Union africaine »³². Le bâtiment est présenté par l'UA comme « un monument éternel à l'amitié sino-africaine »³³. Car, au-delà de « cimenter l'amitié » entre les deux peuples comme l'a affirmé le coordonnateur du projet immobilier pour l'UA, l'Éthiopien Fantahun Michael, cet édifice présente « une meilleure image de l'Afrique » et témoigne de ce que « cette relation se poursuivra encore longtemps »³⁴.

Véritable adjuvant de la présence chinoise, le siège de l'UA symbolise la montée en puissance des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique. Aujourd'hui, il n'est pas exagéré d'affirmer que la taille des relations d'amitié sino-africaine est aussi élevée que le bâtiment de l'institution panafricaine qui surplombe Addis-Abeba. Le don à l'UA de ce bâtiment communautaire a été perçu par l'Allemagne comme un projet de déclassement de l'UE par la Chine en Afrique. Désireuse d'exister aux côtés de la Chine sur le continent, elle a fait don au CPS de l'UA d'un siège.

B- Le don d'un siège au CPS de l'UA par l'Allemagne : concurrencer la Chine, reclasser l'UE et se repositionner en Afrique

En 2006, cinq jours après le Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC), dans un discours prononcé à Berlin sur la sécurité, Angela Merkel avait appelé l'UE à « ne...pas laisser la question de l'aide à l'Afrique à la seule Chine »³⁵. Faut-il le rappeler, lors du FOCAC de novembre 2006, Pékin avait promis de construire un siège pour l'UA. Cet engagement avait sonné comme un pied de nez à l'Allemagne, qui prit parallèlement la résolution de faire don d'un siège au CPS de l'UA. De fait, c'est en avril 2005, lors d'une Consultation Annuelle entre l'UA, les pays membres du G8 et d'autres partenaires de l'UA sur les questions de

³² Assembly/AU/Dec.392 (XVIII), Conférence de l'Union, dix-huitième session ordinaire 29-30 janvier 2012 Addis-Abeba (Éthiopie).

³³ Ibid.

³⁴ *Jeune Afrique*, « La Chine offre un siège à l'Union africaine pour cimenter ses amitiés africaines », 27 janvier 2012 consulté sur <https://www.jeuneafrique.com/depeces/59575/politique/la-chine-offre-un-siege-a-l-union-africaine-pour-cimenter-ses-amities-africaines/>, consulté le 10 mars 2024.

³⁵ *Le Monde.fr* avec *AFP*, « Pour Angela Merkel, le développement de l'Afrique ne peut rester aux seules mains de la Chine », consulté sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2006/11/10/pour-mme-merkel-le-developpement-de-l-afrique-ne-peut-rester-aux-seules-mains-de-la-chine_833325_3214.html, le 22 février 2024.

sécurité que cette dernière formula, à l'endroit du gouvernement allemand, la demande de bâtir ce siège³⁶.

En mai 2007, pendant la présidence allemande cumulée de l'UE et du G8, la question fut une fois de plus débattue à Addis-Abeba à l'occasion d'une énième Consultation Annuelle. Pourtant, ce n'est que le 28 avril 2008 que le Ministre allemand des Affaires étrangères confirmera la décision de Berlin de construire cette facilité pour la paix. Comme déjà souligné, cette résolution était consécutive au sommet du FOCAC de 2006, où la Chine s'était engagée, sans dilatoire, d'offrir un siège à l'UA afin que se poursuive l'intégration continentale. Des chercheurs, à l'instar de l'Allemand Bernt Berger, avaient estimé qu'en devenant plus rusée que l'UE en Afrique, la Chine la déclassait³⁷. Porte-parole de l'UE dont elle assurait la présidence tournante, l'Allemagne plaça l'Afrique au cœur de sa diplomatie. Elle débuta la construction du siège du CPS de l'UA en février 2011 pour l'achever partiellement en août 2012, huit mois après la fin du « siège chinois » qu'il concurrence.

À l'instar du siège de l'UA, le siège du CPS répond aux objectifs identiques d'extension et de quête d'espaces communs de débat, cette fois-ci dans les domaines exclusifs de la paix et de la sécurité, lesquels sont les enzymes de l'intégration et du développement du continent. L'enjeu est de créer un sentiment d'unité entre Africains travaillant à Addis-Abeba dans le domaine de la paix en vue de l'intégration régionale et continentale. C'est ce qu'indique le rapport 2014 de l'agence allemande de coopération internationale, qui s'est ainsi réjouie après la construction dudit siège : « Quelques 360 collaborateurs du département de paix et sécurité de l'Union africaine qui étaient auparavant éparpillés dans les différents lieux de la ville ou sur le site de l'Union Africaine peuvent maintenant travailler dans un bâtiment commun »³⁸.

Bâti sur une surface de 13500 m² pour un coût d'environ 31 millions d'euros³⁹, le siège du CPS de l'UA est doté de bureaux et des salles de conférences, une bibliothèque, des centres de « *repérage précoce des crises* » et de programmation pour les missions de maintien de la paix

³⁶ *Deutsche Botschaft*, « Grand roof topping ceremony: African Union over 26 Million Euros Project Celebrated Milestone Colorfully », Addis-Ababa, 7 août 2012.

³⁷ BERGER Bernt, "China outwits the EU in Africa", *Asia Times*, <http://www.atimes.com/atimes/China/IL13Ad01.html>, 13 décembre 2007, consulté le 28 février 2024.

³⁸ GIZ, « African Union's Peace and Security Building opens in Ethiopia », 11 février 2014.

³⁹ African Union, « Inauguration of the Julius Nyerere Peace and Security Building », Press Release, Addis-Ababa, 12 octobre 2016.

ainsi que d'une salle de réunions destinée au CPS de l'UA. Contrairement au Centre de conférences, le siège du CPS de l'UA a été construit par des entreprises éthiopiennes, avec du matériau essentiellement local. À l'instar du bâtiment chinois, le plus haut d'Addis-Abeba, sa particularité réside dans le fait qu'outre le respect des normes environnementales internationalement agréées, il est le tout premier bâtiment d'Addis-Abeba conçu pour résister aux séismes⁴⁰. Le 11 octobre 2016, lors de son inauguration, l'ex-présidente de la Commission, Nkosazana Dlamini-Zuma et la Chancelière Angela Merkel ont tour à tour pris la parole pour exprimer son rôle pacificateur et intégrateur, notamment en mobilisant le discours de « prospérité » et de la « Renaissance africaine ». Alors que la première estimait qu'il constitue l'armature pour l'« extinction des feux et la lutte pour une Afrique plus en paix, moins pauvre, prospère et plus intégrée »⁴¹, la seconde, quant à elle, l'inscrivait dans la perspective des intérêts réciproques de l'Afrique, de l'Allemagne et de l'UE. Pour Merkel donc : « Il nous faut comprendre que le bien-être de l'Afrique est dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe. [...] ces murs sont dorénavant à votre disposition. J'espère que cet endroit contribuera de manière significative à ce que la paix, la réconciliation et la sécurité s'inscrivent encore davantage dans la vie de tous les Africains [...] L'Allemagne et l'Union Européenne se tiennent volontiers à vos côtés, pour rendre l'Afrique prospère »⁴². On perçoit là une infrastructure qui vise à construire la paix à la fois par les armes et le verbe, en ce sens qu'y est envisagée la « socialisation »⁴³ des États sur les questions de paix à travers des discussions réconciliatrices ou des négociations.

Organe créé suite à la restructuration de l'OUA, le CPS est, de l'avis de nombreux observateurs, l'une des institutions les plus ambitieuses de l'UA. Selon Tim Murithi, l'incapacité de l'OUA ainsi que de l'ONU à prévenir ou à résoudre les conflits violents en Afrique et à empêcher des génocides comme celui du Rwanda, sous le prétexte du respect de la souveraineté des États, amena le Président Alpha Oumar Konaré à militer en faveur de l'abandon de la « culture de non-intervention pour la culture

⁴⁰ African Union, « Inauguration of the Julius Nyerere Peace and Security Building », Press Release, Addis-Ababa, 12 octobre 2016.

⁴¹ « Inauguration of the Julius Nyerere Peace and Security Building », <https://au.int/fr/node/31473> consulté le 15 mars 2024.

⁴² Discours de la Chancelière fédérale Angela Merkel à l'occasion de la remise du bâtiment pour la paix et la sécurité à la Commission de l'Union africaine le 11 octobre 2016, Addis-Abeba, p. 8.

⁴³ WILGA (M), « Le constructivisme dans le domaine de l'intégration... », op. cit., p. 83.

de non-indifférence »⁴⁴. Ainsi est née au sein de l'UA la responsabilité de protéger qui se décline sur trois articulations : la responsabilité de prévenir les conflits, la responsabilité de réagir ou d'intervenir et la responsabilité de reconstruire ou de réconcilier après des conflits dévastateurs⁴⁵. Le siège offert par l'Allemagne vient donc combler un manque crucial, celui d'un espace approprié pour débattre *ensemble* de la paix et de la sécurité, de même que pour prévenir et surveiller, à l'échelle continentale, les conflits désintégrateurs et appauvrissants.

Outre l'enjeu manifeste de l'Allemagne qui est la facilitation de l'intégration africaine par la construction de la paix, d'autres enjeux, cachés, consistent à repositionner symboliquement l'UE en Afrique ainsi qu'à opérer son retour sur le continent noir.

D'abord, le reclassement de l'UE en Afrique. Soulignons que depuis l'année 2011, en application du Consensus européen pour le développement qui prône la « division du travail »⁴⁶ au sein l'UE, « la politique africaine de l'Allemagne s'inscrit dans le cadre de l'Union européenne »⁴⁷. Il faut dans ce sens parler de la politique « *européanisée* » de chaque État membre de l'UE. En qualité de locomotive de l'UE, l'Allemagne n'a de cesse de tirer la sonnette d'alarme sur la percée chinoise qu'elle a toujours jugée plus « *visible* » que celle de l'UE en Afrique. Le siège du CPS qu'elle offre à l'Afrique vise à améliorer symboliquement le rang de l'UE en Afrique. C'est pourquoi Berlin invitait les autres États membres de l'UE à poser des actions concrètes pour « continuer de renforcer la crédibilité et l'influence de l'Europe en Afrique »⁴⁸.

Ensuite, une stratégie allemande de repositionnement en Afrique. Il est judicieux de souligner que la diplomatie du bâtiment menée par l'Allemagne à Addis-Abeba n'est pas dénuée de calcul égoïste. Car sur la

⁴⁴ MURITHI Tim, « The Africa Union's Transition from Non-Intervention to Non-Indifference: An Ad hoc Approach to the Responsibility to Protect? », *IPG* 1/2009, p. 91-92.

⁴⁵ Ibid., p. 91.

⁴⁶ S'inscrivant dans la « division du travail », le Consensus européen pour le développement propose à « *chacun de faire ce qui ressortit de sa compétence* » pour répondre aux priorités africaines. Commission des comités européens, « De Monterrey au Consensus européen pour le développement : respecter nos engagements », com (2007)158final, Bruxelles, 2007, p. 4-5.

⁴⁷ Ministère fédéral des Affaires étrangères, Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral allemand, 2011, p. 14.

⁴⁸ Ministère fédéral des Affaires étrangères, Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral allemand, 2011, p. 14.

scène internationale, les États qui posent des actions, même dans un cadre communautaire, poursuivent leurs intérêts nationaux. L'Allemagne entend ainsi signer son retour dans une Afrique où elle avait été évincée par les autres puissances coloniales qui se partagèrent ses colonies après les deux grandes guerres. Panafricaniste maximaliste, le Directeur du Département des Affaires économiques de l'UA, René N'Guettia Kouassi, ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare, parlant de ce siège, qu'il met d'abord en avant les intérêts de Berlin : « le bâtiment aurait dû être remis à l'UA par l'Allemagne au nom de l'UE. Mais Merkel l'a fait toute seule, sans doute pour poursuivre sa politique bilatéraliste envers l'Afrique »⁴⁹, a-t-il confié.

En substance, similairement au Centre de conférences de l'UA dont la taille rappelle Kadhafi, le siège du CPS, dénommé « bâtiment Julius Nyerere pour la paix et la sécurité », célèbre une autre figure historique panafricaine dont le nom est communément attaché à la paix et aux médiations en Afrique⁵⁰. Il est important de noter que, le 18 février 2024, lors du 37e sommet de l'UA, une statue de Nyerere a été inaugurée par la Commission et les Chefs d'État et de gouvernement dans ce bâtiment qui porte son nom. Or, à la différence de Nkrumah ou encore de Kadhafi qui militèrent pour une intégration politique et économique continentale africaine immédiate et poussée, souscrivant ainsi au projet intégrationniste maximaliste, le Président Julius Nyerere optait plutôt pour le gradualisme. Un chemin resté jusque-là sans lendemain, subtilement imposé par l'Europe à l'Afrique. En dépit des modes opératoires convergents de l'UE et de la Chine, naissent quelques différences entre elles, du moins au niveau des figures représentatives de ces espaces symboliques de délibération. Puisque nous parlions du repositionnement de Berlin, il n'est pas incongru de voir dans son action le dépoussiérage ou le décrassage de son passé funeste en Afrique. L'on ne peut dès lors ignorer le lien passé et présent entre l'Allemagne, le siège et Nyerere, premier Président de l'ancien Tanganyika (Tanzanie), ex-colonie allemande. Un clin d'œil qui signe le retour de l'Allemagne en Afrique. Reste à présent à s'intéresser aux représentations que se font les Africains de cette diplomatie du bâtiment qui a délié des langues.

⁴⁹ Entretien avec le Dr René N'Guettia Kouassi, le 25 août 2017, en marge de la Conférence parlementaire panafricaine précitée.

⁵⁰ Voir, dans ce sens, AKANA Eliane Michelle, Les médiations dans les conflits en Afrique, Mémoire de Master en Science Politique, Université de Dschang, 2015, p. 175.

II – LA DONATION D'ESPACES DE DEBATS AU CŒUR DES PERCEPTIONS :

entre « dépendance », « business » et « cheval de Troie »

Les sièges de l'UA et du CPS de l'UA renvoient à ce que Émile Durkheim appelle « les choses »⁵¹ et Alexander Wendt « les choses sociales » qu'il oppose aux « choses naturelles » qui existent par elles-mêmes. D'après certains institutionnels chinois, européens et africains, ils représentent indubitablement des instruments d'intégration. Or, la « relativité conceptuelle », c'est-à-dire le fait d'admettre plusieurs systèmes de représentations de la « même réalité » étant une règle sociologique établie depuis le philosophe John Searle⁵², il va de soi que d'autres Africains en produisent moult représentations.

Si le don est chez les socio-anthropologues anti-utilitaristes comme Alain Caillé et Jacques Godbout avant tout un « phénomène relationnel » ; « une prestation de bien ou de service effectuée, sans garantie de retour en vue de créer, nourrir ou recréer le lien social »⁵³, Pierre Bourdieu, en revanche, pense qu'il n'est qu'« hypocrisie ». Pour ce sociologue du courant utilitariste, derrière le jeu des dons, se cache en réalité un intérêt qui peut parfois être « funeste ». En mobilisant dans une perspective constructiviste les perceptions individuelles et collectives⁵⁴ en Afrique, nous voulons « comprendre le sens de ce qui circule »⁵⁵, autrement dit le sens que les Africains donnent des bâtiments offerts par la Chine et l'Allemagne à l'UA. Dans les représentations aussi bien populaires qu'institutionnelles de ces bâtiments, loin de la conception MAUSSienne (Mouvement Anti-utilitariste dans les Sciences Sociales) désintéressée du don, priment plutôt les idées maussienne et bourdieusienne, c'est-à-dire celles de la « réciprocité », voire de la « peur » du don. Quelques morceaux choisis permettent de situer, de façon non exhaustive, ces dons de

⁵¹ DURKHEIM Émile, Les règles de la méthode sociologique, Édition complétée, Chicoutimi, Québec, 2002, p. 24.

⁵² SEARLE John, The Construction of Social Reality, New York, the Free Press, 1995, p. 150-152.

⁵³ CAILLÉ Alain, Don, intérêt et désintéressement (Nouvelle édition augmentée), Paris, La Découverte/MAUSS, 2005, p. 247.

⁵⁴ RUGGIE John Gerard, « What makes the world hang together? Neo-utilitarianism and the social constructivist challenge », in International organizations, 52, 4, Autumn, 1998, p. 857-859.

⁵⁵ CHANIAL Philippe, « Ce que le don donne à voir », in CHANIAL Philippe, La société vue du don. Manuel de sociologie anti-utilitariste appliquée, Paris, éditions La Découverte, 2008, p. 33.

bâtiments dans la trilogie « dépendance » relative (A), « business » (B) et « cheval de Troie » (C).

A- Deux sièges créateurs de « dépendance » relative

Les tenants de la thèse « dépendantiste », qui paraissent dominants, voient dans ces espaces symboliques de débats un « déficit de dignité »⁵⁶ des Africains qui sont « incapables de se doter, par leurs propres moyens, d'institutions susceptibles de consolider leur organisation pour un véritable positionnement sur l'échiquier international »⁵⁷. Le don des espaces de débats témoignerait de la faiblesse d'une Afrique toujours chancelante, basculant au gré de la direction du vent. C'est ce que pense un enquêteur ivoirien qui estime que « ces sièges sont la preuve que les pays africains ne sont pas suffisamment indépendants. Ils ont encore du mal à conduire, ensemble, des politiques audacieuses [...], qui imposent de fois des ruptures dans certains rapports avec certains partenaires dont l'influence guide nos actions dans un sens ou dans un autre »⁵⁸. On voit ici l'idée du don qui expose le receveur aux caprices du donateur.

D'autres comme le Rwandais Gakwerere pensent également que la dépendance continue à laquelle se soumet l'Afrique est consubstantielle aux dispositions « mentales » qui peinent à se décoloniser ; à se départir de l'aide extérieure : « Toujours la dépendance à l'aide. Ça finira quand ? À l'heure où nous sommes, les autres ne devraient pas nous faire don de sièges aussi symboliques ! Cela ne nous honore pas. Il ne faut continuer à dépendre des autres. La décolonisation politique qui a eu lieu doit aussi arriver au niveau des mentalités »⁵⁹ dit-il, désabusé.

La mentalité à révolutionner s'inscrirait dans le registre de l'éveil des « Lions » africains qui, comme le conseillait Wole Soyinka dans les années 1960, ne devaient plus continuer à ignorer leur « force » : « le tigre ne parle jamais de sa tigritude »⁶⁰, il l'assume, grondait-il, se référant aux « Tigres » légendaires d'Asie qui, aujourd'hui, fascinent en Afrique tout comme ils inquiètent l'Occident pour leur apprivoisement difficile. Si ces bâtiments permettent à l'UA de poursuivre les objectifs de l'Agenda 2063 et bien d'autres tout en lui assurant une visibilité, l'inquiétude, confie cependant un journaliste camerounais du quotidien *Le Jour*, c'est qu'« On

⁵⁶ Entretien du 23 juillet 2017 avec M. Akohou Rodrigue, Béninois, Juriste.

⁵⁷ Entretien du 9 juillet 2017 avec M. Buckinda Jaldas, Gabonais, Juriste d'Affaires.

⁵⁸ Entretien du 22 juillet 2017 avec M. Kone Tiemoko Youssouf, Ivoirien, administrateur des programmes de développement.

⁵⁹ Entretien du 22 décembre 2016 avec M. Gakwerere, Rwandais.

⁶⁰ SOYINKA Wole, *Le lion et la perle* (Théâtre), Yaoundé, éditions clé, 1968, p. 77.

a peur de croire que ces symboles ne sont pas les propriétés de l'UA. Que l'UA en est locataire. C'est comme un chef de famille qui vit dans une maison construite par un autre ! Ça ne fait pas sens ! Les Africains devraient être dans un siège construit par eux-mêmes [...] La construction du siège du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA par l'Allemagne qui convoqua la division de l'Afrique à Berlin signifie que notre puissance est conférée par les autres. Cela veut tout simplement dire que nous n'avons pas de puissance »⁶¹.

À observer de près, au-delà du discours « dépendantiste » tenu par plusieurs Africains, il semble que le postulat de la « co-construction » soit plausible. D'autant plus que les sites de construction des sièges, propriétés du gouvernement éthiopien, ont été offerts à l'UA par l'Éthiopie. Si l'on se réfère à la théorie juridique selon laquelle « le propriétaire du sol est le propriétaire de l'immeuble bâti », les Africains sont non pas des « locataires », mais bel bien les propriétaires des bâtiments construits sur leur territoire. L'achat du terrain, puis la construction des bâtiments par les donateurs aurait crédité la thèse d'une dépendance absolue vis-à-vis de ces derniers. Elle n'est donc que relative, même si d'après l'anthropologue Marcel Mauss, la grande civilisation chinoise « archaïque » « reconnaît le lien indissoluble de toute chose avec l'originel propriétaire [de l'argent] qui garde toute sa vie durant, contre (le nouveau propriétaire) [des bâtiments], une sorte de 'droit de pleurer son bien' » [l'argent investi]⁶².

Indubitablement, l'UA manque pour le moment de « puissance » eu égard aux financements externes sans lesquels sa lente agonie est inévitable. Pourtant, ne braquer les projecteurs que sur sa dépendance revient à voiler d'autres logiques structurant les donations qui lui sont faites. C'est ainsi que certains Africains, employés de l'UA, ou encore y occupant des positions institutionnelles, préfèrent parler de « business ».

B- Des bâtiments « pour faire du business » ou la « dette de don »

Contrairement à Michael Fantahun, le coordinateur du projet de construction de l'immeuble pour l'Afrique qui présente le siège de l'UA comme « un don sans contrepartie »⁶³, les tenants de la thèse du don du siège comme un moyen pour une fin, c'est-à-dire en vue du « business »,

⁶¹ Entretien du 25 juillet 2017 avec M. Assongmo Neckdem à Yaoundé, journaliste, *Le Jour*.

⁶² MAUSS (M), *Essai sur le don*, op. cit., p. 103.

⁶³ *Xalima News*, « La Chine offre la construction du futur siège de l'Union Africaine », <http://xalimasn.com/la-chine-offre-laconstruction-du-futur-siege-de-lunion-africaine/> 2010, consulté le 3 mars 2024.

estiment que ces « cadeaux » à l'Afrique représentent des « stratégies voilées pour faire les affaires »⁶⁴. Jacqueline Amongin, parlementaire panafricaine d'origine ougandaise, soutient aussi cette hypothèse lorsqu'elle affirme qu'« à ces donateurs, on ne peut pas refuser des contrats commerciaux »⁶⁵. « L'Afrique c'est le continent que tout le monde convoite. Par ces bâtiments, chaque puissance souhaite avoir la plus grande part du marché africain »⁶⁶, renchérit René N'guettia Kouassi, le Directeur du département des Affaires Économiques de l'UA.

De ce qui précède, les Africains se trouveraient « liés » par ces dons qui, il faut le rappeler, n'imposent pas *a priori* de réciprocité comme dans le cadre d'un échange. Ces perceptions rejoignent la remarque du sociologue Alvin Gouldner qui, évoquant l'importance d'offrir « quelque chose pour rien » (*The importance of something for nothing*), relevait cependant le paradoxe suivant : « Le paradoxe [constatait-il] c'est que le don qui rapporte le plus est le don gratuit, le don fait sans condition. Car ce qui est donné vraiment gratuitement touche les hommes profondément et les rend particulièrement endettés vis-à-vis de leurs bienfaiteurs »⁶⁷.

Il échoit dès lors de parler ici d'une « dette de don » contractée par l'ensemble des États membres de l'UA bénéficiaires des sièges. C'est à juste titre que dans sa théorie du « don » et du « contre-don », Marcel Mauss insiste sur l'« obligation de rendre »⁶⁸ chaque fois que l'on a accepté la chose donnée. Car, à la vérité, dans les relations internationales, le don n'est qu'en apparence désintéressé. À l'exception d'un son de cloche discordant qui était paradoxalement venu du Président Paul Kagamé⁶⁹, très émus, les dirigeants africains s'étaient « succédé » à la tribune de l'UA en 2012 pour encenser la Chine suite à la construction du siège de l'UA, de même qu'en 2016, l'Allemagne. Ces sièges ne sont pas seulement perçus, tel qu'on vient de le voir, comme des appâts pour un

⁶⁴ Entretien du 24 Juillet 2017 avec un groupe d'interprètes de nationalités sud-africaines et égyptiennes au service du parlement panafricain à Yaoundé, qui ont toutes spontanément partagé cette position.

⁶⁵ Entretien du 25 juillet 2017 à Yaoundé.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Gouldner Alvin cité par GODBOUT (J T), Le don, la dette et l'identité. op. cit., p. 148.

⁶⁸ Mauss (M), Essai sur le don, op. cit., p. 59.

⁶⁹ Le président Paul Kagame avait estimé par exemple que le siège de l'UA n'était que « la partie visible de l'iceberg du syndrome de dépendance de l'Afrique ». Mais Bob Wekesa ironisait, soulignant que des bâtiments publics avaient également été offerts par la Chine au Rwanda. WEKESA Bob, « On the trail of China's dragon head companies in East Africa », 3 octobre 2014. <https://africachinareporting.com/o-trail-of-chinas-dragon-head-companies-in-east-africa>, consulté le 23 mars 2024.

gain futur ou immédiat. Pour une dernière catégorie d'Africains, il faut percevoir chaque bâtiment offert par la Chine et l'Allemagne comme un cheval de Troie.

C- Des instruments de vassalisation : l'hypothèse du « cheval de Troie »

Chika Ezeanya considère le bâtiment offert à l'UA par la Chine comme un « cheval de Troie »⁷⁰, c'est-à-dire un instrument derrière lequel Pékin se cacherait pour vassaliser le continent. Cette perception est également étendue au siège du CPS de l'UA. Les sièges chinois et allemand sont ainsi socialement construits comme des « pièges tendus à l'Afrique pour la reconquérir »⁷¹. Car ces dons n'auraient autres buts que d'exercer un contrôle permanent sur l'Afrique. Au sein de l'UA où ils font peur, on n'en dit pas moins. D'ailleurs, parlant du Centre de Conférences de l'UA, le Directeur du département des Affaires Économiques de l'UA nous confiait en juillet 2017 ceci : « La question que nous nous posons constamment est celle de savoir si nous ne sommes pas écoutés à Pékin. Le huis clos a-t-il encore un sens ? Peut-on encore avoir des délibérations secrètes ? »⁷².

Telle est l'interrogation qui hante au sein de l'institution panafricaine et en Afrique en général, le sentiment partagé à l'occasion du 30^e sommet de l'UA, qui s'est tenu à Addis-Abeba en janvier 2018, étant celui d'un bâtiment de l'UA « truffé de micros »⁷³, comme l'a révélé une enquête du journal *Le Monde*. Simple schizophrénie ou fait avéré ? Le moins que l'on puisse dire c'est qu'en percevant ces bâtiments comme du « poison introduit dans le miel africain »⁷⁴, c'est-à-dire des dangers ramant à contrecourant de la dynamique intégrative continentale, les tenants de cette thèse s'inscrivent dans le paradigme de « la pensée du don sauvage » autrefois prégnante dans les cultures romaine, grecque et allemande. On peut dans ce sens dire avec Marcel Mauss et Dzimira Sylvain que la chose

⁷⁰ EZEANYA (C.), « The UA and the tragedy of a new headquarters », Sahara Reports, op. cit.

⁷¹ Entretien du 26 mai 2017 à Dschang avec M. Essono Santiago, Équato-guinéen.

⁷² Entretien du 25 juillet 2017 avec le Dr René N'Guettia Kouassi à Yaoundé.

⁷³ Lors du 30^e sommet de l'UA, une enquête du journal *Le Monde* a révélé que depuis cinq ans, la Chine épie 24h/24 les dirigeants africains grâce aux micros et ordinateurs enfouis dans les murs de ce bâtiment fait d'acier et des verres. Après cette découverte, les ingénieurs chinois présents au siège de l'UA ont été remerciés. Les dirigeants africains ont acquis leurs propres serveurs et décliné l'offre de la Chine qui se proposait de reconfigurer les serveurs incriminés. Lire TILOUINE Joan et GHALIA Kadiri, « A Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin », *Le Monde*, 27 janvier 2018.

⁷⁴ Entretien du 07 juin 2016 avec M. Bouneni, Tunisien, éducateur.

donnée est une réalité à la fois matérielle et spirituelle ; elle est non seulement un « cadeau », mais aussi un « poison », car, en ancien allemand, le don se traduit par « gift », qui veut dire à la fois « cadeau » et « poison », tout comme en latin et grec ancien ⁷⁵. Le don de bâtiments devient dès lors suspecté de n'avoir pas seulement été fait pour la destination initiale de facilitation des délibérations au profit de l'intégration africaine ; il est perçu comme une stratégie de reconquête du continent.

Tout compte fait, ne doit-on pas voir ces sièges comme des instruments de *soft power* de la Chine et de l'Allemagne pour assurer leur visibilité en Afrique et dans le monde ? Ne sont-ils pas l'expression d'une concurrence géopolitique entre agents externes dans le champ de l'intégration africaine pour la conquête des esprits à partir du pic continental ? Les révélations du journal français *Le Monde*, à propos du cyberespionnage du siège de l'UA par la Chine, un jour seulement avant la tenue du 30e sommet de l'UA en janvier 2018, sont assez suggestives. Elles illustrent la volonté affichée des Européens de déstabiliser leur puissant rival chinois. À la suite de Kuang Weilin, l'Ambassadeur de Chine à Addis-Abeba, qui parlait de « jalousie »⁷⁶ de l'Europe qui n'apprécie pas le succès de la coopération Chine-Afrique, Moussa Faki Mahamat s'était très diplomatiquement exprimé sur cet espionnage qu'il décredibilisait : « Ce sont des allégations mensongères. Je crois que le moment choisi était indiqué. Nos relations avec la Chine sont inébranlables. Quel intérêt pour la Chine d'offrir un bâtiment à l'Afrique et de l'espionner ? »⁷⁷. C'était le 9 février 2018 à l'occasion d'une visite en Chine, voyage au cours duquel il avait inauguré une représentation de l'UA à Beijing. Toutefois, l'on ne devrait pas perdre de vue le fait que dans un continent en quête d'intégration, où l'insécurité multiforme prospère, ces bâtiments sont avant tout des espaces de délibération et d'interactions entre l'Afrique et les autres acteurs internationaux. Ils y prennent des décisions dans le domaine de l'intégration et de la sécurité. Malgré la peur légitime qu'ils suscitent, ces espaces apparaissent comme des cadres appropriés

⁷⁵ DZIMIRA Sylvain, « Une vision du paradigme du don : Don, juste milieu et prudence », Créteil, le 27 juillet 2006, p. 6 ; MAUSS (M), Essai sur le don, op. cit., p. 102. De fait, « gift » est la traduction du latin « *dosis* », lui-même transcription du grec, qui signifie « dose de poison. »

⁷⁶ *France 24*, « La Chine dément avoir espionné le siège de l'Union Africaine », 23 février 2024.

⁷⁷ Propos transcrits par nos soins. Journal de la CCTV en relai sur *Afrique Media TV* le 9 février 2018.

pour relever les défis qui affectent les Africains, lesquels ne peuvent plus être résolus dans un cadre purement national.

CONCLUSION

Parvenu au terme de cette démonstration, il est aisé de constater que l'étude sur le don d'espaces de délibération à l'UA relève d'une problématique digne d'intérêt dans les relations internationales contemporaines. La diplomatie du bâtiment communautaire menée par la Chine et l'Allemagne en Afrique permet d'observer qu'aujourd'hui comme hier, dans les sociétés anciennes décrites par Marcel Mauss notamment, la problématique du « don » est loin de relever du vestige du passé. Loin d'être neutres en effet, les dons chinois et allemand sont motivés ; ils sont les marqueurs de rivalités entre deux acteurs qui luttent pour l'Afrique. Si l'Allemagne a construit un siège pour le CPS de l'UA, c'est parce qu'elle voyait le Centre de conférences de l'UA bâti par la Chine comme une menace pour la survie de ses relations et celles de l'UE en Afrique. Par-delà les enjeux intégrationnistes et diplomatico-stratégiques qu'ils recèlent, ces dons de bâtiments sont, aux yeux des bénéficiaires, d'une part des constructeurs de dépendance et d'autre part des stratégies d'endettement moral voire de vassalisation de tout le continent. Mais force est de souligner, tel que nous l'avons expliqué, que la dépendance ici ne doit pas être considérée comme absolue, elle est un fait relatif. Évidemment, la question de l'intégration visée par les donateurs ne peut pas non plus être perçue comme incidente, tant les dons de bâtiments émanent non pas d'une initiative de la Chine et de l'Allemagne mais d'une demande africaine. Toutefois, il va sans dire qu'à travers ces donations, la Chine et l'Allemagne intègrent l'Afrique dans leur vision stratégique immédiate et future, dans un monde où les rapports de puissance, en perpétuel basculement, ne cessent de se recomposer. En plus donc d'être des *homo donator*, ces deux acteurs sont des *homo strategicus*. On pourrait poursuivre cette étude en mettant en relief d'autres symboles qui participent, entre autres, à façonner l'intégration et la prospérité africaines. Une analyse des statues, des monuments et des universités incarnant les acteurs de ce processus bientôt centenaire, ainsi que les dates commémoratives et les emblèmes, comme le drapeau de l'UA, sont des pistes susceptibles de donner du grain à moudre au chercheur.

BIBLIOGRAPHIE

- « Inauguration of the Julius Nyerere Peace and Security Building », <https://au.int/fr/node/31473> consulté le 15 mars 2024.
- African Union, « Inauguration of the Julius Nyerere Peace and Security Building », Press Release, Addis-Ababa, 12 octobre 2016.
- AKANA Eliane Michelle, Les médiations dans les conflits en Afrique, Mémoire de Master en Science Politique, Université de Dschang, 2015.
- Assembly/AU/Dec.392 (XVIII), Conférence de l'Union, dix-huitième session ordinaire 29-30 janvier 2012 Addis-Abeba (Éthiopie).
- BERGER Bernt, "China outwits the EU in Africa", *Asia Times*, <http://www.atimes.com/atimes/China/IL13Ad01.html>, 13 décembre 2007, consulté le 28 février 2024.
- CAILLÉ Alain, Don, intérêt et désintéressement (Nouvelle édition augmentée), Paris, La Découverte/MAUSS, 2005.
- CHANIAL Philippe, « Ce que le don donne à voir », dans Chanial Philippe, « La société vue du don. Manuel de sociologie anti-utilitariste appliquée, Paris, éditions La Découverte », 2008, pp. 9-42.
- China Internet Information Center, « Les huit mesures prononcées par la Chine lors du sommet de Beijing du Forum de coopération sino-africaine » (Annexe I), china.org.cn, consulté le 26 Juin 2017.
- Commission des comités européens, « De Monterrey au Consensus européen pour le développement : respecter nos engagements », com (2007)158final, Bruxelles, 2007, p. 4-5.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective, Paris, Éditions du Seuil, 1977.
- *Deutsche Botschaft*, « Grand roof topping ceremony: African Union over 26 Million Euros Project Celebrated Milestone Colorfully », Addis-Ababa, 7 août 2012.
- Discours de la Chancelière fédérale Angela Merkel à l'occasion de la remise du bâtiment pour la paix et la sécurité à la Commission de l'Union africaine le 11 octobre 2016, Addis-Abeba, 8 p.
- DURKHEIM Émile (1894) Les règles de la méthode sociologique, Édition complétée, Chicoutimi, Québec, 2002.

- DZIMIRA Sylvain, « Une vision du paradigme du don : Don, juste milieu et prudence », Créteil, le 27 juillet 2006, pp. 2-13.
- Embassy of the People's Republic of China in the Kingdom of Belgium, « Wang Yi: Let African Union Conference Center – a Monument for China-Africa Friendship Always Stand in the Hearts of the Chinese and African People », 7 janvier 2014. <http://be.china-embassy.org>, page consultée le 26 juin 2016.
- EZEANYA Chika, « The UA and the tragedy of a new headquarters », *Sahara Reports*, 28 janvier 2012, consulté sur <https://saharareporters.com/2012/01/28/au-and-tragedy-of-a-new-headquarters-chika-ezeanya>, le 2 mars 2024.
- FINNEMORE Martha et SIKKINK Kathryn « International Norm Dynamics and Political Change », in *International Organization*, Vol. 52, No. 4, *International Organization at Fifty: Exploration and Contestation in the Study of World Politics*. (Autumn, 1998), pp. 887-917.
- *France 24*, « La Chine dément avoir espionné le siège de l'Union Africaine », 23 février 2024.
- GIZ, « African Union's Peace and Security Building opens in Ethiopia », 11 février 2024.
- GODBOUT Jacques T. *Le don, la dette et l'identité. Homo donator vs homo œconomicus*, Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, 2014.
- GUZZINI Stefano, « A Reconstruction of Constructivism in International Relations », in *European Journal of International Relations*, vol. 6, N° 2, 2000, p. 151-154.
- *Jeune Afrique*, « La Chine offre la construction du futur siège de l'UA », 3 janvier 2010, disponible sur <http://www.jeuneafrique.com/depeches/94436/politique/la-chine-offre-la-construction-du-futur-siege-de-lunion-africaine/>, consulté le 20 mars 2024.
- *Jeune Afrique*, « La Chine offre un siège à l'Union africaine pour cimenter ses amitiés africaines », 27 janvier 2012 consulté sur <https://www.jeuneafrique.com/depeces/59575/politique/la-chine-offre-un-siege-a-l-union-africaine-pour-cimenter-ses-amities-africaines/>, consulté le 10 mars 2024.

- LAÏDI Zaki, « La lente émergence d'espaces de sens dans le monde », dans LAÏDI Zaki (dir.), *Géopolitique du sens*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, pp. 9-44.
- LE BELZIC Sébastien, « En dix ans, la diplomatie chinoise a visité la quasi-totalité des pays africains », *Le Monde*, 20 Mars 2018.
- *Le Monde.fr* avec *AFP* « Pour Angela Merkel, le développement de l'Afrique ne peut rester aux seules mains de la Chine », consulté sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2006/11/10/pour-mme-merkel-le-developpement-de-l-afrique-ne-peut-rester-aux-seules-mains-de-la-chine_833325_3214.html, le 22 janvier 2024.
- *Le Point*, « La Chine offre à l'Union africaine son nouveau siège et marque son empreinte en Afrique », 28 janvier 2012. https://www.lepoint.fr/monde/la-chine-offre-a-l-union-africaine-son-siege-et-marque-son-empreinte-en-afrique-28-01-2012-1424807_24. Consulté le 8 mars 2024.
- MAUSS Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. (1923-1924), Chicoutimi, Les classiques des sciences sociales, 2002.
- Ministère fédéral des Affaires étrangères, *Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral allemand*, 2011.
- MURITHI Tim, « The Africa Union's Transition from Non-Intervention to Non-Indifference: An Ad hoc Approach to the Responsibility to Protect? », *IPG* 1/2009, pp. 91-92.
- MVELLE Guy, *L'Union Africaine : Fondements, organes, programmes et actions*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- MVOGO Raphaël et LIUFANG, « Nouveau siège de l'UA : “un bijou donné par la Chine à l'Afrique” », se réjouit un responsable de l'UA (interview) », 30 janvier 2012, disponible sur <http://www.focac.org/fra/jlydh/mtsy/t899844.htm>, consulté le 23 mars 2024.
- PEYREFITTE Alain, *La tragédie chinoise*, Paris, Librairie Arthène Fayard, 1990.
- RISSE Thomas, « “Let's Argue!”: Communicative Action in World Politics », *International Organization*, 54, 1, hiver 2000, pp. 1-39.

- RUGGIE John Gerard, « What makes the world hang together? Neo-utilitarianism and the social constructivist challenge », in *International organization*, 52, 4, Autumn, 1998, pp. 855-885.
- SEARLE John, *The Construction of Social Reality*, New York, the Free Press, 1995.
- SOYINKA Wole, *Le lion et la perle* (Théâtre), Yaoundé, éditions clé, 1968.
- Symbolic Interactionism as defined by Herbert Blumer, consulté le 10 mars 2024 sur www.cdharis.net/text/blumer.html.
- TILOUINE Joan et GHALIA Kadiri, « A Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin », *Le Monde*, 27 janvier 2018.
- TIOGO Romaric, *Aide internationale et cristallisation d'un espace de sens en Afrique : Analyse comparée des approches de la Chine et de l'Union européenne*, Thèse de Doctorat Ph.D en Science Politique option Relations Internationales, soutenue à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques le 15 janvier 2022.
- Union Africaine, Discours de S. E. M. Jean PING, Président de la Commission de l'Union africaine à l'inauguration du Nouveau Centre de Conférences de la Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba, 29 janvier 2012, 10 p.
- Union Africaine, Ext/assembly/AU/Dec.1(x) 21 mars 2018, Kigali (Rwanda).
- WEKESA Bob, « On the trail of China's dragon head companies in East Africa », 3 octobre 2014. <https://africachinareporting.com/o-trail-of-chinas-dragon-head-companies-in-east-africa>, consulté le 23 mars 2024.
- WILGA Maciej, « Le constructivisme dans le domaine de l'intégration », dans *L'Europe en formation* N°322, automne 2001, pp. 68-88.
- *Xalima News*, « La Chine offre la construction du futur siège de l'Union Africaine », <http://xalimasn.com/la-chine-offre-laconstruction-du-futur-siege-de-lunion-africaine/> 2010, consulté le 3 mars 2024.

